

## **Prêt et impatient :**

**L'état de la finance sociale au Canada  
en 2021 par Table des praticiens de  
l'investissement d'impact (TIIP).**

Un résumé préparé par Coopératives et mutuelles Canada.

Réalisé par

# Introduction

Le rapport TIIP dresse un portrait de la finance sociale au Canada. Une tâche colossale considérant la complexité du sujet et la diversité des acteurs, des enjeux et des structures. L'écosystème en question est composé de multiples acteurs. Un environnement dans lequel le modèle coopératif et sa structure juridique jouent un rôle prépondérant et présentent un historique étoffé, surtout chez les coopératives de crédit et/ou financières. Trois de ces acteurs sont les investisseurs, les intermédiaires et les bénéficiaires d'investissement. Les coopératives, à ce jour, sont plus souvent bénéficiaires d'investissement que des intermédiaires, rôle qui pourrait être amené à évoluer. Dans le cadre du programme de préparation à l'investissement, Coopératives et mutuelles Canada (CMC) relèvent plusieurs éléments de cet important rapport de la *Table des praticiens de l'investissement d'impact* (TIIP). Cette synthèse sera axée sur le secteur des coopératives de chacune des provinces, son importance dans l'écosystème de finance sociale, ainsi que les opportunités et les obstacles relevés par les experts de la finance sociale au sujet des intermédiaires de l'économie sociale et coopérative.

## Provinces de l'Atlantique (N.-B., Î.-P.-É., N.-É., T.-N.-L.)

Comme indiqué plus haut, chaque province est unique et possède son propre cadre législatif, malgré le regroupement de ces provinces. « Certaines parties de la région ont une longue histoire de coopération qui reste vitale aujourd'hui, tandis que d'autres restent relativement sous-développées en matière de financement alternatif et communautaire » (TIIP, 2021, p. 31). En Nouvelle-Écosse, le secteur coopératif, générant 5,2 milliards de dollars et avec plus de 11 000 employés, atteint un taux de membrariat de 33 % de la population. Un des programmes ayant connu un grand succès en termes d'intermédiaire au Canada réside dans les Fonds d'investissement pour le développement économique des collectivités créé en 1999, communément nommé CEDIF (*Community Economic Development Investment Fund*). **Une récente étude** (anglais seulement) montre l'impact économique positif de ce programme où les coopératives à but lucratif sont une partie importante. Plusieurs exemples de petits investissements dans des coopératives qui ont connu du succès et qui ont eu un impact majeur dans des secteurs extrêmement divers sont cités, tel le Cape Breton Food Hub Co-operative, le Bus Stop Theatre Co-operative, Co-Pharm et Coastal Community Radio Co-operative. Ce qui distingue ces programmes c'est la possible admissibilité au REER des investissements combinés avec un crédit d'impôt à l'investissement. Une des barrières est liée à la perception du risque par les investisseurs et le gouvernement, barrière que l'on retrouve à travers le pays.

## Québec

Le Québec est une province où l'économie sociale et le milieu coopératif sont en santé et ce dernier agit en tant que leader dans le secteur. On y retrouve environ 2 464 coopératives non financières ainsi que 336 coopératives et mutuelles financières, ce qui représente 25 % de l'économie sociale. « Collectivement, [...] ; 2,4 millions d'entre eux [les Québécois] sont membres de coopératives non financières [...], et 5,6 millions de coopératives financières » (TIIP, 2021, p. 42). Plusieurs raisons mènent au succès de l'économie sociale dans la province francophone. Une des raisons des succès est qu'« une loi-cadre reconnaissant l'économie sociale comme faisant partie intégrante de la structure socio-économique du Québec a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale en 2013 » (TIIP, 2021, p. 42). Une autre est l'utilisation d'une approche ascendante où les acteurs du milieu interviennent dans un « processus de coconstruction et de coappropriation se déroulant parmi divers partenaires constitue la base d'une approche écosystémique dynamique et réussie » (TIIP, 2021, p. 46). Parmi les succès, on compte le Fonds de Solidarité FTQ, Fondation, la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, la Coop Carbone et le Capital régional et coopératif Desjardins. Ce dernier a contribué à faire croître 530 entreprises, coopératives et fonds à travers le Québec en investissant plus de 1,3 milliard de dollars. Parmi les défis vecteurs d'opportunités, on retrouve la diversification des secteurs et des outils financiers possibles et accessibles.

## Ontario

Malgré une riche histoire et des intermédiaires de finance sociale ayant une forte et riche expertise, le secteur coopératif ontarien connaît plusieurs difficultés au niveau de la finance sociale. Parmi ces défis, on retrouve de fortes différences régionales d'accès au capital entre le nord et le sud, entre le milieu rural, le milieu urbain et les banlieues. On note également un manque d'accès au capital pour les communautés noires, autochtones et les personnes racisées. Contrairement à ses voisins, le gouvernement provincial joue un rôle limité quant à la facilitation ou à l'avancement de la finance sociale et du secteur coopératif. En effet, « les cadres de politique publique de l'Ontario ont pris du retard par rapport au développement du secteur de l'économie sociale » (TIIP, 2021, p. 57). Les barrières résident dans le manque d'incitatif, de cadre législatif facilitateur, un manque d'éducation des investisseurs en matière de finance sociale et d'accès au capital. Malgré ces défis importants, les coopératives d'énergie renouvelable constituent un secteur qui a connu beaucoup de succès. Les opportunités sont aussi nombreuses que les défis et les enjeux sociaux, entre autres les coopératives d'investissements communautaires représentent des structures à explorer.

## Manitoba et Saskatchewan

Le Manitoba et la Saskatchewan sont rassemblés puisqu'il s'agit de deux provinces des Prairies où le secteur coopératif est bien implanté dans le milieu agricole depuis fort longtemps et qui ont plusieurs similarités en termes de développement de la finance sociale. Cependant, « la Stratégie communautaire coopérative du Manitoba a été lancée en 2009, renouvelée en 2015 et annulée en 2018. Un élément clé de celle-ci était de mettre l'accent sur le financement par actions des modèles coopératifs et sur la manière dont le gouvernement pourrait aider les organismes de prêt communautaire à mieux soutenir les coopératives » (TIIP, 2021, p. 61). Dans ces deux provinces, « une proportion importante de l'écosystème d'innovation sociale des Prairies canadiennes se concentre sur la pauvreté urbaine et des Premières Nations, que ce soit par la formation et le développement de la main-d'œuvre, le développement de la petite enfance, les services à l'enfance et à la famille, les banques alimentaires et le logement » (TIIP, 2021, p. 63). On retrouve donc très peu de soutien pour les coopératives et le développement économique. De surcroît, on retrouve dans ces deux provinces une certaine contestation des entreprises de l'économie sociale qui sont à but lucratif.

## Alberta

L'Alberta, malgré la courte histoire relative à la finance sociale, possède un milieu coopératif solide et très bien enraciné dans les milieux ruraux de la province. « En plus du système de coopératives de crédit, des épicerie de détail et des coopératives de producteurs agricoles, les Albertains ont utilisé le modèle coopératif pour investir dans les infrastructures rurales » (TIIP, 2021, p. 65). Inspiré par le succès du mouvement des coopératives d'investissement britannico-colombien, le modèle de Coopérative de Développement d'Opportunité (ODC) a été fondé en 2009 et il a connu jusqu'à maintenant du succès avec l'exemple phare d'une ODC à Sangudo. Il s'agit donc d'un véhicule permettant d'investir dans sa propre communauté et « ces entités d'investissement mettront à profit les connaissances et l'esprit d'entreprise locaux pour guider leurs investissements, dans le but d'assurer la santé et la longévité des communautés dans lesquelles elles évoluent. L'idée est de créer un réseau d'ODC en Alberta » (TIIP, 2021, p. 65). Un défi important pour le succès de ces initiatives en est un d'échelle, les petites organisations ayant de la difficulté à survivre. En effet, les petits fonds connaissent un essor grâce au travail acharné de bénévoles, ce travail acharné est difficilement étiré sur du long terme, ce qui peut mettre en péril la viabilité de ces initiatives. « Les petits fonds de prêts sont confrontés au défi de couvrir les coûts de l'entreprise à partir de faibles revenus. Les subventions de fonctionnement sont difficiles à trouver et sont en contradiction avec l'éthique des solutions autonomes et durables » (TIIP, 2021, p. 67).

# Colombie-Britannique

En Colombie-Britannique, les coopératives ont aussi historiquement été importantes au point de vue de la finance sociale, en « soutenant un éventail d’initiatives communautaires, notamment dans le domaine du logement, de la production et de la distribution alimentaire et de la pêche » (TIIP, 2021, p. 73). Comme succès historique et actuel, on peut souligner la multitude de coopératives de crédit, dont la Sunshine Coast Credit Union, La First Credit Union, la Summerland Credit Union, Aldergrove Credit Union et l’Interior Savings Credit Union, ainsi que la Vancouver City Savings Credit Union (Vancity). Cette dernière, qui compte 500 000 membres, occupe une place très importante dans le développement de la finance sociale « avec plus de 3,1 milliards de dollars de prêts aux entreprises comptabilisés dans ses “actifs à triple résultat”. Les activités de finance sociale de Vancity comprennent des prêts aux entreprises et aux communautés orientés vers l’impact, en plus de l’octroi de subventions, principalement par l’intermédiaire de sa fondation communautaire. Vancity possède également un fonds de fonds actifs axé sur l’impact social » (TIIP, 2021, p. 73-74). Comme succès, on retrouve aussi les Coopératives d’Investissement Communautaire émanant de la BC Community Impact Investment Coalition. Le modèle développé en Colombie-Britannique réussit à donner un moyen aux résidents des diverses communautés d’investir là où ils vivent et leur offre la chance d’augmenter la qualité de leur milieu de vie. Les coopératives jouent un rôle important dans la finance sociale de la province. Les opportunités et les défis sont nombreux, surtout au nord de la province et dans les régions éloignées. L’accès au capital de démarrage, autant pour le développement des communautés en milieu éloigné que les communautés des Premières Nations, y est très limité. Malgré le secteur en croissance comptant de nombreux succès, une absence d’incitation à l’investissement, un manque de connaissances sur les nouvelles initiatives et opportunités, ainsi qu’une mécompréhension des risques, à l’image d’autres provinces, créent des barrières limitant l’accès au capital de ces coopératives d’investissement.

## Thème pancanadien

Les thèmes pancanadiens explorés dans le rapport sont en lien avec les Premières Nations, les intermédiaires de base et les thèmes sociétaux plus larges, tels l’inclusion, la diversité, l’équité et l’accès. Les coopératives, en tant qu’intermédiaires de la finance sociale, satisfont plusieurs critères et principes fondamentaux qui permettent aux diverses communautés composant la population canadienne de prendre leur destin en main, aux minorités de faire entendre leur voix sur les enjeux qui les touchent directement en tant qu’individus et en tant que communauté. L’économie sociale autochtone « s’inscrit également dans le cadre d’une réponse nationale plus large aux travaux de la Commission canadienne de vérité et de réconciliation » (TIIP, 2021, p. 85).

## Conclusion

Il est clair que le milieu coopératif et la finance sociale vont de pair et sont des concepts très larges aux visées qui ont tous les droits d'être ambitieuses. On retrouve une très grande disparité entre les provinces quant à l'avancement sur le plan du secteur coopératif et/ou de la finance sociale. Quelques provinces sont avancées sur les deux plans et pour d'autres tout est à construire ou à reconstruire. Dans plusieurs provinces et territoires les coopératives et la finance sociale sont encore limitées et freinées par le cadre juridique trop rigide.

Les barrières principales se trouvent dans la perception du risque, un manque d'incitatif à l'investissement, un manque d'éducation sur les modèles possibles et un déficit en termes de préparation à l'investissement chez les organisations existantes. D'autres barrières, comme le racisme et la xénophobie, limitent l'accès au capital de plusieurs communautés canadiennes. Dans certaines provinces, le cadre juridique concernant les coopératives et la finance sociale est une barrière marquée. Il est important que le secteur coopératif et ses acteurs voient une opportunité dans chacun des défis à relever, puisqu'au-delà de la barrière se trouve une mer d'opportunités d'avoir un impact positif et c'est là où tout est à construire que les opportunités d'impact sont les plus notables. Les modèles importants qui méritent d'être étudiés et mis en œuvre par le secteur coopératif sont les coopératives d'investissement communautaire, les coopératives de développement d'opportunités et les Community Economic Development Investment Funds (CEDIF). Il s'agit de modèles qui peuvent agir sur une multitude d'enjeux sociaux, environnementaux et économiques. Les valeurs coopératives, ayant l'humain comme centre plutôt que le capital, confèrent une longueur d'avance à ces organisations en termes d'alignement de leur vision et de leur mission. Elles leur donnent également une longueur d'avance sur la compréhension des enjeux vécus par leurs membres et ainsi des objectifs collés aux besoins grâce à cette proximité communautaire. Une communauté, dans ce cas-ci, qui est en mesure de porter à la fois le chapeau d'acteur, de bénéficiaire et d'investisseur. Finalement, ces modèles donnent une chance à des organisations d'offrir une voix aux Premières Nations, aux individus issus de la diversité ainsi qu'une plus grande équité entre homme et femme. Malgré les nombreux défis, le secteur coopératif se porte bien. Les coopératives, grâce à leurs valeurs et principes fondateurs, semblent être en soi une réponse à plusieurs défis sociaux différents (inclusion, réconciliation, équité). Qui plus est, les coopératives sont un vecteur important de développement économique, social et environnemental à travers le Canada. Le mariage de la finance sociale et du milieu des coopératives passera, entre autres, par l'accessibilité aux produits financiers émanant de l'économie sociale ainsi que par l'éducation sur la finance sociale, ce qui comprend la compréhension des risques encourus, la compréhension du retour sur investissement combinant retour financier et impact social.